

# Solidaires

LE MAGAZINE DU RÉSEAU ET MOUVEMENT PEP

> ÉDUCATION  
& LOISIRS



p06

Les centres de  
vacances au cœur  
de la dynamique  
des territoires

> RENCONTRE



p13

avec Karine Tuil

**FAIRE VIVRE LE DROIT  
À LA CULTURE  
ET AUX LOISIRS !**



## SOMMAIRE

- Transformer l'offre médico-sociale p.04
- La maison Lamourelle à carcassonne : un projet inclusif tout inclus ! P.05
- Les centres de vacances, au cœur de la dynamique des territoires p.06
- Respire ! La culture au secours du décrochage scolaire p.08
- Regards partagés : à la conquête du patrimoine du Cher p.09
- Des athlètes chinois sur les terres niortaises en perspective de Paris 2024 p.10
- L'aide aux mineurs non accompagnés, une initiative solidaire en Pays de la Loire p.12
- « On nous demande d'être dans l'immédiateté » p.13
- « Le modèle parfait de l'intégration n'existe pas » p.14

**Le magazine de la Fédération Générale des PEP** • 5-7, rue Georges-Enesco • 94026 Créteil Cedex • Tél. : 01 41 78 92 60 • Email : accueil@lespep.org • **Directrice de la publication** : Dominique Gillot • **Responsable de la rédaction** : Agnès Bathiany • **Rédaction** : Association R.E.V.E • **Coordination** : Malika Haddag • **Conception-réalisation** : Obea Communication • **Photos** : DR - Istock Images® • **Routage** : Lamifilm (35) • **ISSN** : 1625-4549 • **Commission paritaire** : en cours.

## ÉDITO



### DOMINIQUE GILLOT

Présidente de la Fédération Générale des PEP

À vous toutes et tous,

Partout où nous sommes, bénévoles, élus, salariés... nous sommes les PEP !

Les PEP, créées il y a plus de 100 ans sur les valeurs de la République

#### Liberté – Égalité – Fraternité

déploient leurs actions et leur rayonnement en s'appuyant sur des principes forts qui nous identifient et nous rassemblent

#### la bienveillance, la Laïcité

#### la responsabilité et la solidarité

La solidarité est un principe qui découle directement de la fraternité. Au sein de notre Fédération, **la solidarité est un sentiment de responsabilité et de dépendance réciproque.**

Nous sommes tous obligés, moralement, les uns par rapport aux autres, les problèmes rencontrés par l'un de nos membres concernent l'ensemble de notre Réseau, parce que nous partageons la même communauté d'intérêt.

Si la solidarité ne peut se séparer de la responsabilité, elle est un objectif, un outil, un moteur et un aboutissement

Ce début d'année 2020 est l'opportunité de le rappeler.

**2020** qui a débuté dans un climat social toujours traversé par des expressions de colères issues de vraies inégalités, nourries de rancœurs individuelles, de sentiments de relégation et par la volonté de faire converger des revendications légitimes en luttes collectives,

**2020** qui nous rappelle aussi tristement la gangrénisation des équilibres politiques et sociaux à l'international, qui médiatise des violences mises en scène, individuellement ou collectivement, et qui impliquent y compris des jeunes de plus en plus jeunes : ceux-là même que nous avons vocation à accompagner ou prendre en charge,

**2020** qui nous amène une inquiétude sanitaire sans frontière avec le coronavirus qui traverse la barrière de l'espèce, fait fi des distances territoriales et met à l'épreuve nos systèmes de protection et de soin, ainsi que les règles les plus élémentaires de prévention et de citoyenneté sanitaires,

**2020** marquée dès ses premiers jours par des alertes climatiques de plus en plus violentes, de catastrophes écologiques implacables et qui imposent un changement d'approche, de comportements individuels et collectifs que notre Fédération se doit d'intégrer dans ses principes,

**2020** qui voit les principes de laïcité mis en danger dans nos propres écoles de la République quand les croyances des uns prennent le pas sur l'éducation des autres et que les réseaux sociaux véhiculent des flots de haine et de menaces à celle qui proclame ne pas se plier aux dogmes d'une religion dont elle ne reconnaît pas l'autorité ; quand de nombreuses personnalités politiques hésitent à dire clairement que le blasphème n'est pas une atteinte à la liberté individuelle.

Esprit de Charlie reviens ! Ne laissons pas atteindre nos libertés fondamentales de pensée et d'expression.

Pour les PEP,

2020 n'est pas une page blanche, notre feuille de route est déjà tracée par la mise en œuvre de notre 5<sup>e</sup> projet fédéral.

Au-delà de la structuration administrative et juridique de notre réseau en mouvement de transformation sociale, notre feuille de route est déjà tracée par notre identité inscrite dans un ancrage territorial et des engagements au bénéfice (et avec) des personnes en situation d'inégalité, de vulnérabilité, de risques de repli sur soi... parables par une ouverture aux autres, d'autres formes de participation et d'association, une recherche de la parole de l'autre, un soutien sincère à la pleine participation, à leur autodétermination.

Les PEP ont toutes responsabilités pour contribuer à améliorer la vie de ceux qui justifient nos missions, avec nos compétences, notre lucidité, notre stratégie, habitées par le souci permanent d'efficacité des moyens alloués.

Notre ambition de lutter pour réduire les inégalités de destins, de contribuer à proposer un avenir plus beau, plus gai, plus juste est une pulsion efficace.

Nous avons plus de 100 ans !

Ayons toujours le rêve que le maximum de nos concitoyens aille vers cet âge, sans malheur, en bonne santé, en autonomie et pleine possession de leurs moyens, et avec le respect de la société.

Le maître mot de notre engagement, c'est l'accompagnement. Nos missions, c'est d'éclairer nos concitoyens sur les enjeux contemporains de solidarité active, environnementale. C'est le partage d'expérience et de culture pour construire une société plus solidaire, plus inclusive, plus responsable dans un souci de réciprocité et de fraternité.

Toutes les personnes aidées, suivies, accompagnées, soutenues, guidées vers un parcours individuel assumé ou collectif solidaire sont nos compagnes, nos compagnons, nos enfants, nos semblables...

Ces personnes ont des aspirations, des attentes et des besoins ; elles sont dans des difficultés dont nous sommes épargnées ou que nous avons surmontées. Il faut savoir les accompagner dans un objectif inclusif facteur de progrès pour tous, dans les domaines personnel, éducatif, professionnel, psychosocial, social, culturel...

Agissant pour que chaque droit soit un droit effectif, une réalité sans stigmatisation, nos plaidoyers sont fondamentaux : lutte pour plus de justice, accès à la santé et au bien-être, à l'éducation, aux vacances, à la citoyenneté, aux loisirs, à la qualité alimentaire, environnementale... à la dignité !

Convaincues que ces causes sont fondées sur des éléments robustes et des faisceaux de preuves, nous continuerons d'agir et de nouer des partenariats au service de victoires à gagner sur l'adversité.

L'efficacité de nos combats exige notre unité, notre enthousiasme et le renouvellement permanent de notre mobilisation.

C'est grâce à vous tous, grâce à votre engagement, votre générosité et votre professionnalisme que ce travail se poursuit.

Je souhaite que 2020 soit l'année de réussites partagées.

Bonne année à tous,

Bonne année pour tous, contre les inégalités.

### Dominique Roure

Président de l'Association régionale des PEP Occitanie-Pyrénées-Méditerranée



## TRANSFORMER L'OFFRE MÉDICO-SOCIALE

L'association régionale des PEP Occitanie-Pyrénées-Méditerranée a organisé une journée de travail et de réflexion sur les évolutions de l'offre médico-sociale pour mieux répondre aux besoins des personnes accompagnées.

L'association régionale des PEP Occitanie-Pyrénées-Méditerranée (ARPEP OPM) n'a que quelques mois d'existence. En fait, elle prend la suite des deux Unions Régionales PEP (Midi Pyrénées et Languedoc Roussillon). Elle est donc à la fois très jeune et pleine d'expérience et elle a mis à profit la journée mondiale du handicap pour faire le point sur la nécessaire évolution du secteur. Constat quasi-unanime : après avoir connu une période de développement des établissements et des structures (souvent à l'initiative des associations et des familles), puis une institutionnalisation de ces structures, une période de mutation s'ouvre aujourd'hui. **Rencontre avec le président, Dominique Roure.**

**Vous avez organisé un colloque pour réfléchir sur la transformation de l'offre médico-sociale, de quoi s'agit-il ?**

**Dominique Roure :** L'idée était, avec l'ensemble des associations qui composent l'association régionale, d'avancer dans la réflexion de la société inclusive. Puisqu'il y a certes le médico-social, mais il s'agit d'un concept, d'une avancée, d'une dynamique, qui engage une transformation de l'ensemble des pratiques, que ce soit dans le secteur des politiques éducatives de vacances et de loisirs, ou dans la réponse aux besoins territoriaux dans le cadre des politiques éducatives et sociales de proximité.

“ Il s'agissait donc d'un colloque destiné à l'ensemble de nos cadres et de nos administrateurs, de façon à pouvoir engager une réflexion commune sur les moyens d'avancer dans cette perspective d'une société inclusive et solidaire. ”

**Quelles sont les idées pour avancer ?**

**D.R. :** Il fallait déjà voir en quoi les politiques publiques portées aujourd'hui par l'Éducation nationale, par l'ARS (Agence régionale de santé), la Direction régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion sociale (DRJSCS), favorisent et s'inscrivent, ou pas, dans la logique d'une société inclusive. Donc le premier temps du colloque a été, à partir d'une conférence introductive, de donner la parole aux services de l'État pour qu'ils puissent finalement indiquer en quoi leurs politiques étaient porteuses sur l'inclusion. Par exemple, s'agissant de l'ARS nous voyons bien que, dans le domaine médico-social, il y a toute une réflexion sur l'avenir des établissements spécialisés, sur le développement de services de soins à domicile, sur le développement de structures intégratives y compris pour les adultes. Donc l'ARS nous a fait part de ses projets en terme de structures intégratives.

L'Éducation nationale nous a présenté en quoi l'inclusion était pour elle un objectif d'inclusion scolaire et donc a présenté l'ensemble des structures, que ce soient les PIAL (pôles inclusifs d'accompagnement localisés), ainsi que l'ensemble des structures qui sont mises en œuvre au sein de l'Éducation nationale et avec les partenaires pour faire avancer l'inclusion.

Nous avons également dans cette table ronde un représentant d'une caisse d'allocation familiale (CAF), qui a montré en quoi les CAF peuvent être aussi, sur un territoire, un moteur pour l'inclusion scolaire et sociale.

**Vous avez fait une table ronde sur « les politiques publiques à la croisée des chemins », pourquoi sont-elles à la croisée des chemins ?**

**D.R. :** Effectivement, ces politiques publiques partent de l'existant, et il y a aujourd'hui des établissements médico-sociaux par exemple, qui existent, et le but n'est pas de supprimer d'un trait de plume l'expérience acquise au sein de ces établissements, mais de voir en quoi ces politiques publiques s'inscrivent progressivement dans la mise en œuvre de structures intégratives. Et donc elles sont à la croisée des chemins, parce que la question qui se pose est une question à moyen terme.

**La deuxième partie du colloque, l'après-midi, était consacrée à un échange d'expériences ?**

**D.R. :** Oui, il s'agissait de retours d'expériences. Nous avons choisi trois pratiques différentes mais complémentaires. La première portait sur la mise en œuvre de pôles-ressources au service de l'inclusion sur les territoires, présentée par les PEP de l'Ariège qui ont à leur actif tout un travail dans ce sens-là. La deuxième pratique portait sur la diversification des modes d'accueil et d'accompagnement, que ce soit dans le domaine familial ou social, pour faire en sorte que là aussi on réponde aux besoins sociaux sur les territoires et là la présentation a été faite par les PEP de l'Aude. La troisième pratique portait sur les ITEP, (Institut thérapeutique, éducatif et pédagogique), de façon à ce que nous puissions voir comment on pouvait passer de l'établissement à un dispositif qui était au plus près des territoires et qui est un dispositif

inclusif. La présentation a été faite par les PEP du Gard, avec des contributions de l'association pour l'éducation et l'apprentissage des jeunes (APEAJ), qui est une association toulousaine.

**Ces trois pratiques ont montré que la question de l'inclusion n'est pas uniquement dans le domaine médico-social, mais couvre l'ensemble des domaines d'action des PEP, puisque pour nous, fondamentalement, il s'agit d'une politique transversale.**

**Quelles ont été vos conclusions, vos enseignements ?**

**D.R. :** Par rapport à nos objectifs, l'idée était d'engager une dynamique commune, au sein de l'association régionale. Il faut savoir que notre association régionale est récente, puisqu'en fait elle provient de la fusion des deux unions régionales,

qui était pour l'une Midi-Pyrénées, et pour l'autre Languedoc-Roussillon. Donc ce colloque a permis aussi d'engager une culture partagée, une culture commune, autour de cet objectif de décroisement des pratiques et des politiques publiques au service de l'inclusion, et de participer aussi au renforcement de l'existence de notre association. Il s'agissait de la première initiative prise par l'association régionale depuis sa création puisqu'elle n'a que 6 mois d'ancienneté. Nous avons pu réunir environ 200 personnes, ce qui était notre souhait, et cela a vraiment permis de créer une dynamique sur la région. Il s'agit désormais de pouvoir s'appuyer sur cette expérience pour avancer dans l'avenir avec ces dynamiques collectives au sein de la région.

## LA MAISON LAMOURELLE À CARCASSONNE : UN PROJET INCLUSIF TOUT INCLUS !



L'Hostel Tiers-Lieu Culturel Lamourelle : un lieu en chantier mais déjà enchanteur ; c'est la promesse de la visite inaugurale organisée le 17 janvier dernier par Jean-Marie Mercadal, Président des PEP11, Carole Delga, Présidente de la Région Occitanie, André Viola, Président du Conseil Départemental de l'Aude et en présence de Jacky Bernard, Trésorier général, représentant la FGPEP.



**L**a Maison Lamourelle est un bijou d'art nouveau construit au début du 20<sup>ème</sup> siècle en bordure du canal du Midi, appelée affectueusement « le champignon » par les habitants du quartier et bien appréciée d'eux.

Sauvegarder le patrimoine, réinventer un bâtiment presque menacé de disparition en un projet culturel participatif avec les jeunes de la MECS et ouvert au public, afin d'instaurer un dialogue avec les habitants, soutenir l'offre culturelle et artistique locale, au bénéfice du territoire et de ses habitants : c'est le défi qu'ont su relever les PEP de l'Aude (PEP11).

« Cette maison est dans l'association depuis de nombreuses années. C'était à l'origine une maison d'enfants à caractère social (MECS). Elle était fermée depuis deux ans car plus aux normes. Elle est très ancienne et magnifique, de style Art nouveau, qui n'est pas classée mais inscrite à la liste des sites patrimoniaux remarquables, et nous sommes actuellement sur un projet de rénovation de cette maison, qui deviendra un tiers-lieu culturel avec

des résidences d'artistes, de la médiation vers les jeunes publics, des expositions » explique Martine Groussaud, directrice du Pôle Education, Vacances, Loisirs et Culture des PEP 11.

L'association vient également d'engager un programme de construction d'un Centre de Séjours, adossé à la Maison Lamourelle, pour 5 millions d'euros. Plusieurs partenaires financiers, dont la FGPEP, ont participé à la réalisation de ce projet.

« Demain une nouvelle activité à la fois d'hébergement touristique de 120 lits, avec 5 salles de réunion et tiers lieu culturel prendra forme à deux pas de la gare et face au Canal du Midi. **Nous sommes persuadés que la culture est ce qui peut faire lien, aussi bien dans la mixité sociale, mais aussi dans l'intégration de tout public, et notamment pour les personnes en situation fragile.** La culture est fédératrice, elle permet de construire une base commune, et c'est aussi un moyen d'expression, qui permet de rassembler », ajoute Martine Groussaud.

À terme, la maison Lamourelle accueillera des expositions temporaires et des résidences d'artistes à partir de septembre 2020. « Nous restons fidèles aux valeurs de l'éducation populaire et du tourisme social et familial. Ce projet des PEP de l'Aude se veut ancré sur son territoire et en capacité de faire rayonner le carcassonnais et sa région. » conclut Martine Groussaud.



# LES CENTRES DE VACANCES, AU CŒUR DE LA DYNAMIQUE DES TERRITOIRES

Lors du colloque «Les centres de vacances, au cœur de la dynamique des territoires» organisé par l'UNAT (Union nationale des associations de tourisme et de plein air), les PEP ont participé à la réflexion pour mettre en valeur les solutions concrètes que les acteurs de l'éducation populaire et du tourisme social apportent face aux enjeux actuels de notre société.

### Le secteur du tourisme social et solidaire : un poids lourd pour les territoires

Le colloque a réuni plus de 150 professionnels des colonies de vacances et des accueils collectifs de mineurs, des experts de l'économie sociale et solidaire et les pouvoirs publics autour de tables rondes, reportages et ateliers sur le rôle des centres de vacances sur les territoires.

“

Notre enjeu est de mesurer notre impact sur les territoires et l'apport du territoire sur nos activités... et de le faire savoir !”

L'objectif de ce colloque étant d'affirmer l'utilité sociale de nos centres de vacances sur leur environnement.

En ouverture du colloque, Simon Thiroit, délégué général de l'UNAT, dévoile les chiffres clés du secteur<sup>1</sup> :

- le secteur emploie près de 12 550 équivalents temps plein, soit une masse salariale de 400 millions d'euros,

- un chiffre d'affaires estimé à 1,1 milliard d'euros,
- plus de 5,3 millions de vacanciers,
- et 19,3 millions de nuitées.

Près de 55% de nos 492 centres sont implantés dans des communes de moins de 55 000 habitants : d'où l'importance d'un centre pour le territoire en terme d'emplois locaux non délocalisables, de source de revenus (achats, transports, taxes de séjour...), de valorisation du patrimoine, de dynamisation culturelle... Ce sont autant de contributions directes et indirectes injectées dans l'économie locale : l'UNAT estime à plus de 58 % les retombées économiques sur un rayon de 20 km. « Notre enjeu est de mesurer notre impact sur les territoires et l'apport du territoire sur nos activités... et de le faire savoir ! » martèle l'UNAT.

### Le rôle moteur de nos centres pour faire découvrir le territoire

En effet, les intervenants rappellent que le secteur du tourisme des enfants, c'est le tourisme de demain : « accéder aux séjours quand on est enfants, donne envie d'y revenir à l'âge adulte : c'est donc très important, en particulier pour les petites stations » explique Gilles Caire, Maître de conférences

à l'Université de Sciences économiques de Poitiers. Pour lui, notre secteur doit valoriser « l'utilité sociale territoriale des centres de vacances pour mieux développer notre plaidoyer auprès des institutionnels et élus locaux ».

L'économiste David Coste donne également des conseils pour affirmer notre rôle dans la vie du territoire : « il faut savoir, par exemple, que la Loi Montagne permet aux mairies d'avoir plus de fonctionnaires s'ils ont un nombre de lits saisonniers importants (c'est le « surclassement démographique ») : il faut donc se référencer auprès des collectivités car nous avons un intérêt mutuel, c'est du gagnant-gagnant ». De même que les plans gouvernementaux de revitalisation des centres bourgs de ville peuvent constituer une opportunité de financement : « il faut s'appuyer sur notre contribution à la dynamique sociale et économique pour investir les comités locaux, développer des synergies en demandant des labels comme familles plus, accueil handicap... qui permettent d'avoir des retombées touristiques. Car, en effet, tout l'enjeu pour les centres est de trouver des partenariats, des soutiens et des financements pour pérenniser le patrimoine (entretien des bâtiments) et les salariés. Et à l'heure où le gouvernement s'investit en faveur de la revitalisation des centres bourgs de ville et pour la cohésion territoriale, il est

<sup>1</sup> L'UNAT a publié les résultats de son enquête annuelle sur les principales données du tourisme sociale et solidaire. Reportage à consulter sur la chaîne YouTube de la FGPEP <https://www.youtube.com/watch?v=yUNSOcYaBOY>

important pour les acteurs du tourisme social et solidaire comme les PEP de **prendre conscience du poids de notre contribution à la vie des petites stations touristiques** et de valoriser notre capacité à innover pour dynamiser les territoires.»

## Le centre du Porteau : un bel exemple de redynamisation du territoire

Développer des activités toute l'année, c'est le défi qu'a relevé Éric Marianne, directeur du Centre du Porteau (PEP85). Il explique, dans un reportage qui lui a été consacré lors du colloque comment il a réussi à développer des activités toute l'année, sur un territoire à forte saisonnalité touristique et situé entre 2 grosses stations balnéaires (Les Sables d'Olonne et La Tranche-sur-Mer). « Notre enjeu, explique Éric Marianne, c'était de passer d'un public touristique à un public annuel pour rester ouverts toute l'année ».

“  
Développer des activités toute l'année, c'est le défi qu'a relevé Éric Marianne, directeur du Centre du Porteau (PEP85).”

Il s'est donc rapproché des acteurs du tourisme locaux et a mis en place un partenariat avec l'école de surf. Cela a augmenté l'activité du centre, pérennisé l'activité hors-saison et donc permis l'embauche d'un CDI pour l'école de surf et des salariés à temps plein au centre. De plus, l'accueil d'adultes ou de jeunes en situation de handicap sur le centre a également conduit le moniteur de surf à se former à la pratique adaptée. Le projet inclusif mis en œuvre par le centre du Porteau contribue ainsi à faire évoluer les représentations de

la différence sur ce territoire. « Ça fait boule de neige : si nous restons ouverts toute l'année, les commerces et activités locales comme les petits musées sont incités à ouvrir toute l'année. Cet ancrage très fort dans la commune nous permet aussi de peser plus pour s'adresser au maire et aux partenaires locaux » conclut Éric Marianne.



## Les chiffres clés du tourisme social et solidaire

L'UNAT a publié les résultats de son enquête annuelle sur les principales données du tourisme social et solidaire recueillies auprès de l'ensemble de ses membres. Avec une hausse de son chiffre d'affaires ainsi que du nombre d'établissements et de nuitées, le secteur se porte bien en 2018, notamment grâce à la hausse de la fréquentation et du nombre de nuitées dans les hébergements de jeunes (auberges de jeunesse, centres sportifs, centres internationaux) :



**5,3 millions**  
de vacanciers enregistrés



**12 550 emplois**  
équivalents temps plein,



**492 centres de vacances**  
enfants/ados sur le territoire métropolitain



**400 millions d'euros**  
de masse salariale



**3,5 jours :**  
c'est la durée moyenne des séjours



**6,4% du parc du tourisme**  
social et solidaire est labellisé « Tourisme et handicap »



**806 000 €**  
c'est le chiffre d'affaire moyen  
par établissement



**9% ont aussi des labels**  
de promotion d'un tourisme durable.

Ce travail de recensement annuel conduit par l'UNAT, dont la Vice Présidence est assurée par Agnès Bathiany, Directrice Générale de la FGPEP, est particulièrement important pour affirmer chaque année le poids du tourisme social et solidaire, valoriser nos activités et soutenir nos actions de plaidoyer.



**Pascal Delichere**

directeur général  
des PEP84



© Richard Kalvar/Magnum Photos pour la FCFPEP

## RESPIRE ! LA CULTURE AU SECOURS DU DÉCROCHAGE SCOLAIRE

« Respire » c'est le projet de micro-école porté par les PEP du Vaucluse (PEP84) pour remobiliser des élèves présentant des signes de décrochage scolaire. Une démarche qui replace la culture au cœur du projet pédagogique et dont l'objectif final est de redonner l'envie d'apprendre au sein de l'institution scolaire.

« L'idée qui m'a été présentée par Sylvie Renoux, professeur des écoles à la retraite et Dominique Paturaut, chargée de l'enseignement du français et des langues étrangères à l'université d'Avignon, toutes deux membres des PEP84, est de donner à un petit groupe d'enfants, la possibilité d'accéder à une école alternative, pour apprendre et travailler sur les apprentissages, à partir de la pratique du théâtre, de la danse et des arts plastiques, » explique Pascal Delichere, directeur général des PEP84, qui a porté le projet auprès des autorités compétentes.

En étroite collaboration avec les enseignants et en lien avec les activités pédagogiques de classe, cette micro-école vise à « remobiliser » un petit groupe d'une dizaine d'élèves de 3<sup>ème</sup> cycle (CM1-CM2-6<sup>ème</sup>) présentant des difficultés scolaires majeures, voire les signes avancés d'un décrochage scolaire.

« Notre démarche part du principe que tout enfant a un potentiel. Nous souhaitons qu'il prenne conscience de ses savoir-être et savoir-faire, qu'il acquière une vision sereine de sa scolarité, afin qu'il reprenne confiance en l'institution et s'y sente motivé

à apprendre. L'objectif est de faire évoluer la vision négative qu'il peut avoir de lui-même, via la réalisation d'un projet qui le conduira à se construire une image plus rassurante que celle renvoyée par le seul bulletin scolaire et/ou le milieu familial. » explique Pascal Delichere.

Pourquoi avoir fait le choix de placer la culture au cœur de ce projet ? Pour Pascal Delichere, « la culture est le lieu où l'on acquiert des compétences permettant de voir le monde autrement. C'est pourquoi inviter les enfants à s'engager dans des démarches de création avec des partenaires culturels reconnus, permet de réinvestir l'image qu'on a de soi ».

Le projet a été présenté à l'Inspection Académique du Vaucluse, en tant qu'autorité de référence, de liaison et d'évaluation du projet et afin de sélectionner une des écoles du Réseau d'Education Prioritaire (REP) d'Avignon.

Le projet a forcément emporté l'adhésion : « tout le monde a été enthousiaste, jusqu'à la maire d'Avignon, Cécile Helle, qui a été vraiment séduite par le projet, » se félicite Pascal Delichere. « On a aussi pu compter

sur la Collection Lambert à Avignon, qui est un musée d'art contemporain ; et, pour la danse, sur Les Hivernales [le Centre de Développement Chorégraphique National], sur le Théâtre des Halles et sur le théâtre de danse Golovine pour accueillir le projet ».

La suite étant, en accord avec l'équipe éducative, de composer le groupe de 8 à 12 élèves maximum, puis de rencontrer les parents « afin d'inciter les familles à s'y investir, à soutenir la démarche de leurs enfants pour la réussite du projet » complète Pascal Delichere.

Enfin, après avoir recueilli l'adhésion de tous, le projet est présenté au groupe d'élèves, ainsi que le cadre, les codes de fonctionnement collectivement consentis...

« ce projet doit se concevoir, pour eux, comme une respiration. Il motive car il est en harmonie avec les valeurs des PEP : favoriser l'inclusion à l'école et dans la société et compenser les inégalités par des propositions d'accompagnement en complément des enseignements scolaires. « Respire » aura à cœur de développer nos valeurs de laïcité, de solidarité, d'égalité et de citoyenneté », conclut Pascal Delichere.



## REGARDS PARTAGÉS : À LA CONQUÊTE DU PATRIMOINE DU CHER

L'association départementale des PEP du Cher (PEP 18) a lancé un projet labellisé par le ministère de la Culture, dans le cadre de l'année européenne du patrimoine. Un travail photographique suivi d'une exposition itinérante intitulée « Regards partagés sur la route Jacques Cœur ».

**L**e visiteur est invité à découvrir les photographies de treize sites répertoriés au long de la route Jacques-Cœur. Les clichés ont été pris par des résidents de l'institut médico-éducatif (IME) et de la section accueil de jour de Vierzon et du foyer MARPAVHIE de Méreau.

Le président Daniel Fauveau a des convictions solides : « *les PEP 18, association créée en 1935, a toujours eu à l'esprit comme priorité d'accompagner les personnes les plus fragiles. Nous menons cette mission avec environ 700 salariés et 23 établissements. Nous sommes clairement inscrits dans le mouvement PEP, nous portons les valeurs des PEP qui commencent à être bien connues. D'ailleurs, elles sont très simples, ce sont des valeurs de solidarité, d'égalité, de citoyenneté et de laïcité, un bon pilier pour construire quelque chose de solide et de bienveillant* », dit-il.

Arrivé en Berry depuis environ un an, Daniel Pissondes est désormais le référent culturel des PEP 18. Pour mettre en œuvre un droit à la culture pour toutes les personnes accompagnées par Les PEP 18, les administrateurs en relation avec la Fédération Générale des PEP, ont souhaité recruter une personne ressource dont ce serait le seul métier pour faire en sorte que tous les établissements et services des PEP 18 se saisissent de ce droit culturel. Par un accord entre la Fédération Générale des PEP et le ministère de la culture, monsieur Pissondes

est un personnel détaché du ministère de la culture auprès de la Fédération Générale des PEP qui l'a affecté au département du Cher au regard de ce projet de développement culturel, depuis deux ans maintenant. Au-delà de ce projet d'envergure c'est un travail constant que mène ce dernier, de manière transversale au sein des établissements et services des PEP 18, pour que chacune et chacun puisse s'inscrire dans une démarche artistique ou culturelle, faisant ainsi appel à divers artistes pour accompagner ces projets. Son travail intervient là où les personnels du médical et du médico-social ne peuvent plus œuvrer seuls.

Daniel Pissondes illustre sa démarche en quelques mots : « *j'ai proposé « Regards partagés » pour découvrir le patrimoine du Cher autant par les monuments historiques que par les domaines privés. C'est un projet intergénérationnel puisque trois établissements sont concernés : des adultes, des adolescents et des retraités. Nous avons travaillé avec des boîtes de conserve pour mettre en œuvre la technique du sténopé. C'est le principe d'une boîte à lumière qu'on utilisait déjà au 16<sup>ème</sup> siècle. Les photos ont été exposées sur les sites qui ont accepté de nous accueillir et grâce au partenariat avec la Médiathèque Architecture Patrimoine – MAP – du ministère de la Culture, nous avons pu mettre en parallèle des photos d'archives de ces mêmes lieux.* »



### La technique du sténopé

Car le groupe s'est essayé au sténopé. « *Une méthode originale qui n'est pas dans l'immédiateté, qui apprend la patience* », explique Daniel Pissondes. Nous avons été accompagnés dans cette démarche par un photographe plasticien. « *Le sténopé est réalisé avec une grosse boîte de conserve opaque dotée d'un trou d'un demi-millimètre laissant passer la lumière. Ce dispositif permet de capturer une image. L'idée est de mettre en parallèle les photos d'archives et le sténopé du même lieu, qui sont deux techniques anciennes, pour comparer l'avant et l'après* », poursuit Daniel Pissondes.

De cette expérience, un livre illustré est publié et il est accompagné d'un film réalisé par une comédienne et une vidéaste.

Le projet continue avec les expositions jusqu'en septembre 2020.

Daniel Fauveau conclut : « *Au-delà de la réussite culturelle, c'est aussi une belle aventure humaine. On a pu mesurer l'enthousiasme et les bons souvenirs des participants. J'attache aussi beaucoup d'importance à l'expérience humaine que révèle ce parcours* ».



# DES ATHLÈTES CHINOIS SUR LES TERRES NIORTAISES EN PERSPECTIVE DE PARIS 2024

C'est une aventure pleine de promesses d'avenir qui se dessine aujourd'hui pour la dynamique sport du réseau PEP : 11 jeunes athlètes chinois de haut niveau, espoirs nationaux pour les Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) de Paris 2024, ont séjourné durant une douzaine de jours à Niort (Deux-Sèvres). Cet échange culturel et sportif a été impulsé par la Fédération Générale des PEP (FGPEP) en partenariat avec le Groupement Pluri Associatif (GPA), membre du réseau.

### Le sport comme vecteur d'inclusion : explications

« Du fait de notre projet associatif et stratégique, en accord avec le projet fédéral des PEP, nous nous sommes associés à la Mairie de Niort ainsi qu'avec sa Communauté d'Agglomérations (Niort Agglo) afin de déposer un dossier de labellisation « Terre de Jeux » avec pour ambition de devenir centre de préparation pour Paris 2024. Il s'agit d'être structure d'accueil pour des délégations et des sélections internationales avant les JOP 2024, que ce soit les valides ou les paralympiques. C'est dans cet esprit que nous avons soumis un projet à la Mission Héritage de la DIJOP<sup>1</sup> qui soutient notre dynamique » explique Philippe Bonnet, Directeur Général Adjoint du GPA. À ses yeux « ce sont des missions qui relèvent parfaitement de celles des associations Loi 1901 en termes d'animation du territoire ainsi que du projet fédéral que porte la FGPEP au niveau national ».

« Nous avons contribué à renforcer la dynamique de mise en réseau des acteurs du territoire niortais, ce qui nous a permis de répondre à la proposition de la Fédération Générale des PEP et d'accueillir cette délégation de la Fédération chinoise d'athlétisme » ajoute-t-il.

Le résultat est probant : 11 athlètes Espoirs (5 garçons et 6 filles), sportifs d'excellence de la République Populaire de Chine ont fait le déplacement à Niort. Pour ce faire, les Niortais ont donc su mettre en valeur leur territoire et leur capacité à répondre aux exigences d'accueil d'un événement international d'une telle envergure.

« C'est formidable et cela a permis un éclairage inattendu sur la dynamique initiée sur notre territoire, tout en renforçant le dossier de candidature porté par le CDOS<sup>2</sup> 79, la Mairie, la Communauté d'Agglomérations et les acteurs économiques par le biais de l'Office du Tourisme » développe Philippe Bonnet. « C'est en effet la preuve par l'exemple de notre capacité à répondre collectivement au challenge ».

Car, au-delà de l'intérêt évident du partage culturel et sportif avec des athlètes de haut-niveau venant d'horizons lointains, le réseau PEP a par la même occasion mis en avant le projet inclusif qui lui tient à cœur. « Comme nous gérons aussi des établissements médico-sociaux, l'idée était de travailler sur ce que nous appelons la Mission Héritage, et de profiter de cette occasion « accueil en base arrière » pour consolider notre ambition de développer l'activité physique et sportive pour tout un chacun, et notamment pour les personnes en situation de handicap » commente-t-il.

Cette première expérience, qui s'est déroulée avec des athlètes valides, et qui a été couronnée de succès, a vocation à être reconduite dans les mois qui viennent. Pour Sébastien Gatineau, chef de projet du secteur des Politiques Sociales, Médico-Sociales et de Santé (PSM2S) à la FGPEP, « notre Fédération s'appuie sur la dynamique des JOP de Paris 2024 comme un levier pour le déploiement de son projet en faveur du développement des pratiques physiques et sportives partout sur le territoire. L'inclusion est un objectif qui recouvre l'ensemble de nos domaines d'activité et cette initiative de partage entre les peuples est formidable. D'autant que la délégation chinoise n'a pas effectué seulement un stage sportif. Elle a aussi visité un centre de Rééducation et de Réadaptation Fonctionnelle<sup>3</sup>, assisté à une conférence à la Clinique du Coureur sur la gestion de la blessure aiguë en athlétisme, ou encore a pu se rendre à un match de la Coupe de la Ligue. Les athlètes ont eu de nombreux échanges sur les différents sites sportifs présentés ainsi que dans la cité de Niort et son centre historique médiéval ». Ce projet répond aux objectifs des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 : promouvoir la pratique sportive comme un support du « vivre ensemble » et faire du sport un levier d'accessibilité et d'égalité. « Nos valeurs sont proches de celles de l'Olympisme » souligne Sébastien Gatineau.

1 DIJOP : Délégation Interministérielle aux Jeux Olympiques et Paralympiques

2 CDOS : Comité Départemental Olympique et Sportif

3 Centre de Rééducation et de Réadaptation Fonctionnelle du Mélioris le Grand Feu



La Présidente de la Fédération Générale des PEP, Dominique Gillot, a naturellement participé à la réception officielle donnée en l'honneur de la délégation chinoise dans les salons de l'Hôtel de Ville [cf photo 2,3 et 5], aux côtés de Jérôme Baloge (Maire de Niort) et de Philippe Mouiller (Sénateur des Deux-Sèvres), impliqué particulièrement sur les questions liées au handicap. Les collectivités territoriales et le CDOS étaient également présents.

Un bilan a été fait en visioconférence à l'issue du séjour avec la Chine, les acteurs du territoire et la FGPEP. « C'est un beau projet rassembleur et efficace, producteur de lien social et de développement local, qui s'appuie sur la mixité des publics et le plaisir de vivre des émotions ensemble » a estimé Dominique Gillot. Et il se trouve que la Fédération chinoise d'Athlétisme a été très satisfaite de l'accueil.

« Et donc, on va enfoncer le clou » se félicite Philippe Bonnet : « à la prochaine rencontre, envisagée en juin 2020, on va intégrer des sélections qui dépassent l'athlétisme et on ajoutera des sélections paralympiques ».

Sébastien Gatineau, quant à lui, s'inscrit dans la perspective des mois à venir avec la possibilité d'un accueil du même type, cette fois en Chine pour des athlètes français.

Pour être cohérent avec les structures dont dispose la ville de Niort, le choix des disciplines se focalise sur certaines pratiques sportives : l'équitation, la natation, (l'athlétisme évidemment grâce à la rénovation du stade), l'escalade [avec une structure répondant aux normes internationales]. Niort a également la chance d'avoir une grande salle omnisports où l'on peut installer un parquet comme à l'ACCORHotels Arena de Bercy. Le souhait

des acteurs locaux est de pouvoir déposer un dossier pertinent pour la pratique du sport de haut-niveau. Les installations qui resteront seront à destination des associations sportives locales. L'esprit de Paris 2024 est donc bien mis en exergue par la Mission Héritage de la DIJOP. C'est un projet global qui permet l'évolution des pratiques et des mentalités sur Niort et son agglomération en y intégrant la dimension du handicap.

Les Jeux Olympiques et Paralympiques sont un levier unique pour développer et élaborer la pratique du sport à destination des personnes handicapées en appui à la Loi de 2005 sur l'inclusion et le milieu ordinaire. À ce titre, GPA siège à la commission Labellisation des clubs sur l'accueil des personnes en situation de handicap. GPA propose une collaboration avec l'USEP<sup>4</sup> et participe à l'élaboration d'événements sportifs en mixité [courses à pied].

Comment conclure ce merveilleux récit ? Que le meilleur gagne ? L'important c'est de participer ? Ou les deux ? Philippe Bonnet répond en souriant « Quand on est sur du sport de haut-niveau, l'important c'est de gagner bien évidemment puisqu'on va chercher des médailles. Mais pour nous, ce qui nous intéresse, dans le cadre de notre mission d'éducation populaire, c'est de faire en sorte que chacun s'y retrouve et que tout le monde puisse pratiquer le sport, quelle que soit sa situation personnelle ». On ne pouvait pas rêver de meilleure conclusion.

4 USEP : Union Sportive de l'Enseignement Premier Degré



# L'AIDE AUX MINEURS NON ACCOMPAGNÉS, UNE INITIATIVE SOLIDAIRE EN PAYS DE LA LOIRE

L'association territoriale des PEP Atlantique-Anjou a créé et anime depuis 2017 un Service d'Accueil pour les Mineurs Non Accompagnés (SAMNA).



**Jean-Yves Cougoulic**  
Directeur  
Général des PEP  
Atlantique-Anjou

« Un mineur non accompagné (MNA) au titre de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant que la France a signée, est un enfant de moins de 18 ans qui arrive sur le territoire français et qui indique qu'il est sans parents, sans famille, sans adulte pour le prendre en charge », explique Jean-Yves Cougoulic, le Directeur Général des PEP Atlantique-Anjou. « Les Départements, dans le cadre de la protection de l'enfance, ont pour compétence et pour mission d'accompagner ces jeunes en danger » ajoute-t-il.

Sous l'acronyme MNA se trouve donc la notion de minorité mais également de vulnérabilité et d'isolement des mineurs migrants.

Habilitée par le Conseil Départemental de Loire-Atlantique, dans le périmètre juridique de la protection de l'enfance, l'autorisation de la Maison d'Enfants à Caractère Social (MECS) des PEP Atlantique-Anjou est de deux types :

- Un accueil en appartements en co-location pour 100 jeunes.

- Un accueil en familles solidaires pour 30 jeunes.

L'objectif premier de la MECS est d'accueillir, d'héberger et de proposer un accompagnement qui favorise l'insertion et l'intégration des jeunes MNA et met l'accent sur les éléments de socialisation propices à l'épanouissement individuel. À ce titre, la prise en charge éducative se double d'un réel accompagnement éducatif et psychologique incluant évaluation et accompagnement par des personnels socio-médoco-éducatifs pouvant activer des réseaux efficaces au niveau du territoire.

Les jeunes sont répartis sur des sites distincts afin de ne pas saturer les dispositifs de droit commun, d'assurer une mixité des publics et de permettre d'actionner des partenariats locaux.

Une équipe pluridisciplinaire constituée d'éducateurs, infirmières, assistantes sociales, agents administratifs, ... est présente au quotidien tout au long de l'année (365 jours par an, 24 heures sur 24) pour encadrer et accompagner les mineurs ainsi qu'une équipe de bénévoles qui s'investit auprès des jeunes, notamment pour le soutien scolaire ou l'alphabétisation.

La vie au SAMNA s'articule dans le cadre **d'un accompagnement individualisé concentré sur la scolarité, l'insertion professionnelle, la vie quotidienne, la santé et les démarches administratives et juridiques. Chaque jeune définit son projet personnalisé et bénéficie d'un bilan régulier tous les mois avec son référent.** Des actions éducatives sont ainsi mises en place, la priorité étant donnée à la scolarisation et à l'insertion professionnelle. Autre axe, et non des moindres, l'accompagnement à la santé est indispensable : cela passe par un examen obligatoire à

l'entrée dans le dispositif, un suivi fréquent par un médecin traitant et une infirmière pour coordonner les soins et assurer des actions de prévention.

« Leurs besoins sont de différents ordres, allant de l'éducatif à l'accès aux droits. Mais tout d'abord un besoin lié à la santé. Le parcours migratoire de ces jeunes est long et difficile. Ils arrivent pour la plupart en mauvais état physique, et il nous faut avec les hôpitaux et médecins, intervenir sur des problèmes liés par exemple à la dentition, à des problèmes pulmonaires ou d'hygiène. Et surtout ce qui concerne l'aide psychologique liée à la situation de ces enfants qui se retrouvent seuls et isolés en lien avec par exemple un Centre Médico-Psychologique » remarque Jean-Yves Cougoulic.

Les jeunes accueillis au SAMNA des PEP Atlantique-Anjou viennent le plus souvent d'Afrique subsaharienne (Guinée-Conakry, Mali, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire), du subcontinent indien ou d'Afrique du nord.

La solidarité et la citoyenneté sont au cœur des valeurs du mouvement des PEP depuis ses origines. Elles donnent force et sens à cette initiative. D'autant que le Directeur Général des PEP Atlantique-Anjou balaie d'emblée les inquiétudes qui accompagnent généralement ses jeunes hôtes : « ces jeunes s'inscrivent dans une démarche d'insertion et rarement délinquante » explique Jean-Yves Cougoulic. « Dès lors que ces mineurs bénéficient d'une mesure de protection, ils sont en grande partie très déterminés, ne posent pas de problèmes particuliers et souhaitent s'intégrer rapidement dans la société française » fait-il remarquer aux journalistes du quotidien Ouest-France venus le rencontrer.

**Tout au long de l'année, le SAMNA permet aux jeunes mineurs non accompagnés de pratiquer des activités sportives et culturelles en les inscrivant dans les associations locales (football, basket, cyclisme, théâtre etc...) pour leur permettre de s'intégrer et de bénéficier d'un enrichissement mutuel au contact des habitants du territoire.** C'est le cas de Rolvanie, Moussa et Amadou (venus du Congo et de la Guinée) qui ont intégré le club de football de Montoir de Bretagne et son équipe U18 depuis le début de la saison 2019, pour le grand bonheur des adhérents. « C'est leur première expérience comme joueurs dans un club sportif ». Pour Patrice Riffault et Jérôme David, respectivement président et vice-président du CS Montoir football, cette première intégration par le biais du sport se déroule de manière optimale. « On ne s'est pas posé de questions. C'est aussi une bonne occasion pour nous remotiver dans la vie associative. »

L'initiative des PEP Atlantique Anjou est une belle aventure, reste cependant qu'on ne répare pas des enfants aussi profondément abimés en un tour de main. Cela demandera du temps.

« Tout cela va dépendre évidemment de l'état individuel de chaque jeune, de sa santé et de son vécu traumatique lié à la migration » conclut Jean-Yves Cougoulic.



## « ON NOUS DEMANDE D'ÊTRE DANS L'IMMÉDIATÉTÉ »

**Karine Tuil**

romancière  
française

« Les Choses humaines », le dernier roman de Karine Tuil, paru aux éditions NRF Gallimard a réalisé un doublé en étant primé par le prix Interallié et le prix Goncourt des lycéens. La femme écrivain s'appuie sur un fait réel, une affaire de viol aux Etats-Unis pour jouer le rôle de témoin du réel qu'elle affectionne.

**Dès les premières pages, vous essayez de comprendre le sexe, « son impulsion sauvage tyrannique incoercible », dites-vous. Le sexe qui est capable de faire basculer un homme en deux minutes. On se dit que c'est très courageux d'aborder un livre qui a pour objet une intrigue autour de la question du viol en essayant d'expliquer comment on peut en arriver là. Est-il possible aujourd'hui en 2020 de dire « je vais d'abord tenter d'expliquer les pulsions sexuelles et ensuite dénoncer le viol », de parler de ce sujet sans prendre des coups ?**

**Karine Tuil :** En fait, j'avais envie d'aborder la question de la sexualité du point de vue de l'amour, (donc quelque chose de magnifique) mais aussi dans sa dimension violente, de prédation et de domination. Donc, il ya vraiment ces deux dimensions dans le sexe et je n'avais pas envie de me concentrer uniquement sur la violence. Et puis, pour revenir à la simplification, je pense justement que ce sont des sujets extrêmement sensibles, très difficiles à explorer, et donc, on a besoin de complexité et d'ambiguïté... Et c'est d'ailleurs ce que j'ai ressenti moi-même parce que pour écrire ce livre, j'ai assisté à de nombreux procès pour viols aux assises de Paris, et le récit d'une audience est celui de la complexité.

**C'est un peu un travail de naturaliste. On parle beaucoup de Zola en ce moment...**

**Karine Tuil :** Moi j'aime bien travailler effectivement comme ces écrivains du réel qui aiment raconter la société dans laquelle ils vivent jusque dans ses moindres détails. Je dis souvent que l'écrivain est un témoin, un observateur de son temps et qui ne fait que raconter ce qu'il voit et ce qu'il perçoit de la société dans laquelle il vit.

**Est-ce que Karine Tuil, jeune femme écrivain de 45 ans est allée voir le film « J'accuse » de Roman Polanski ?**

**Karine Tuil :** Alors je ne suis pas encore allée le voir mais le sujet m'intéresse évidemment beaucoup, et j'irai le voir. Ça m'intéresse mais je ne l'ai pas encore vu. Ça fait partie de mes projets. J'avais lu le livre de Jean-Denis Bredin sur cette affaire qui m'avait passionnée il y a quelques années. Je suis allée voir « Les Misérables » que je recommande aussi.

**Vous faites le distinguo entre l'auteur Roman Polanski et l'œuvre cinématographique, est-ce faisable aujourd'hui ?**

**Karine Tuil :** Je pense qu'il est impossible de condamner des œuvres parce que ça veut dire qu'on ne pourrait plus regarder certaines peintures, lire certains livres. Moi, de toute façon, je suis contre la censure, il faut laisser les individus être libres et prendre les décisions d'hommes libres. C'est à chacun et à chacune de décider s'il a envie ou non de voir un film compte tenu des éléments dont il dispose sur les différentes affaires. Car l'autre question est de savoir si nous avons toute la connaissance du dossier. Aujourd'hui, on condamne des gens sans avoir connaissance du dossier, et pour la juriste que je suis, c'est quand même problématique.

**Un de vos personnages dit : « Vous êtes dans l'invective, vous êtes le produit de notre époque »**

**Karine Tuil :** C'est la marque de notre époque. Nous sommes dans l'ère de l'indignation généralisée, on nous demande d'être hyper-réactif tout de suite, d'être dans l'immédiateté, alors que moi, femme de l'écrit, j'aime la réflexion, le temps long,

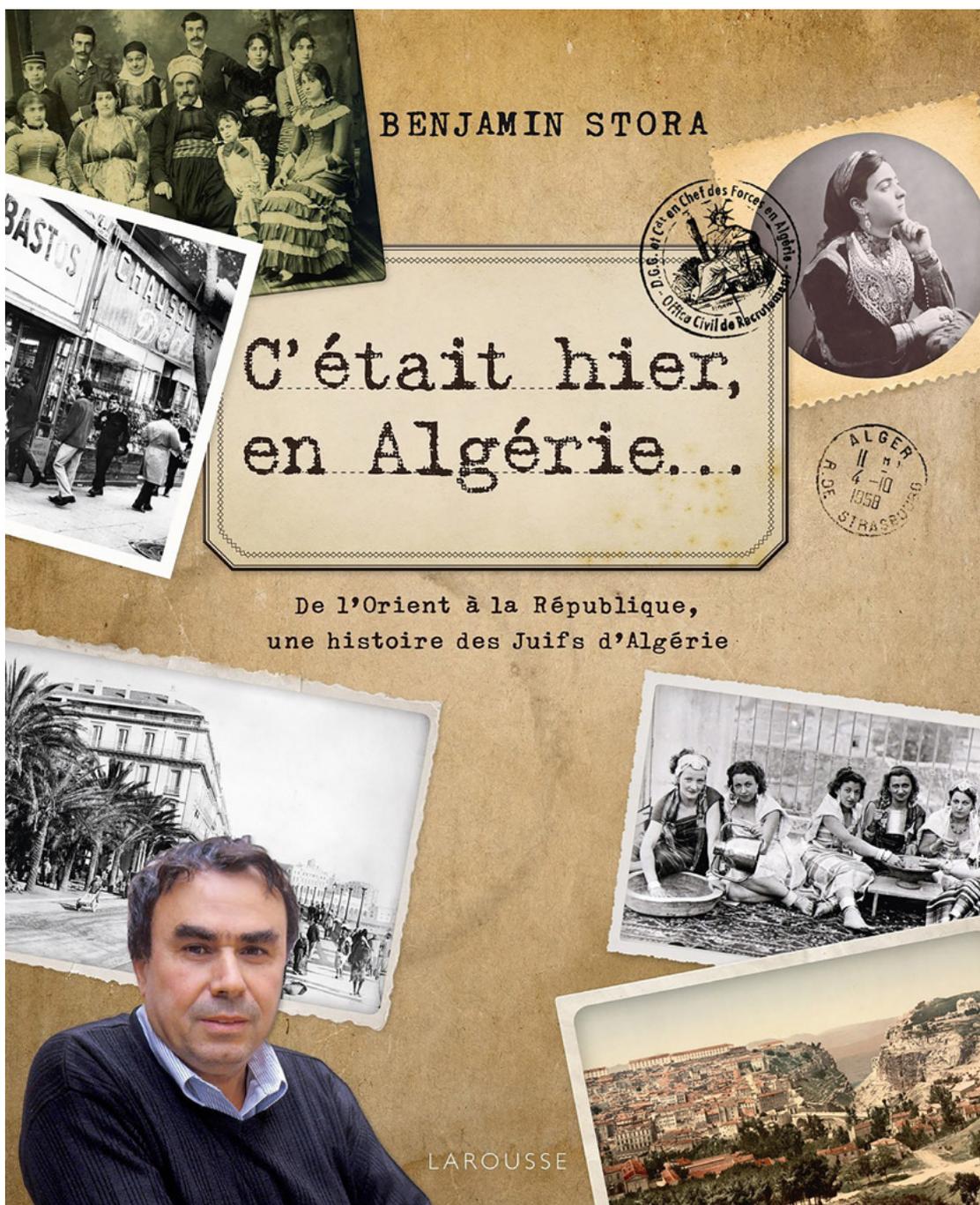
la distance. Je pense que l'on ne peut pas aborder certains sujets sensibles à chaud.

**J'ai lu quelque part que vous avez fermé tous vos comptes sociaux.**

**Karine Tuil :** Oui, je me suis déconnectée de tous mes comptes sociaux il y a quelques années, après y avoir été très active pendant plusieurs années. Justement, le livre aborde aussi ces questions-là. Les personnages mettent en scène leur vie sur les réseaux sociaux, sont très sensibles à ce que chacun dit d'eux. Sur Tweeter, ils mettent en avant leur vie professionnelle et quand l'accusation de viol vient faire vaciller la parfaite construction sociale, c'est la panique parce qu'on voit bien que, sur les réseaux sociaux, se déroule un lynchage social. Il y a des attaques Ad Nominem. Moi, j'ai voulu fuir cet état d'esprit qui n'est pas le mien et qui ne correspond pas à la société dans laquelle j'ai envie de vivre.

**Nous accusons tous les réseaux sociaux, et nous avons raison, mais il faut se demander si chacun n'est pas aussi victime de lui-même. On a vu des gens annoncer la mort de leur mère sur Facebook.**

**Karine Tuil :** Il faut bien voir que les réseaux sociaux créent aussi une sorte de familiarité qui est totalement artificielle. Vous avez le sentiment, en postant des vidéos sur Instagram, de créer une complicité avec des êtres virtuels. Le jour où vous vous déconnectez, c'est une petite mort sociale. Vous n'existez plus aux yeux de ces gens-là. C'est une communauté d'abonnés et chacun y évoque sa vie privée. Après, c'est à chacun de décider en homme libre des informations qu'il veut divulguer.



**Benjamin Stora**  
Président  
du musée de  
l'immigration  
à Paris

## « LE MODÈLE PARFAIT DE L'INTÉGRATION N'EXISTE PAS »

**H**istorien, généralement considéré comme étant le meilleur spécialiste de l'histoire de l'Algérie en France, Benjamin Stora assure la présidence du musée de l'immigration à Paris. Il est l'auteur d'un rapport sur ces questions remis au ministre de la Culture en février 2019. Rencontre sans fantasmes ni phobie.

**Benjamin Stora, comment mettre aujourd'hui un peu de sérénité dans ce débat sur les migrants qui est tout sauf serein ?**

**Benjamin Stora :** Tout d'abord revenir peut-être à la réalité des chiffres, puisque les chiffres sur les migrants qui entrent en France sont quelque fois exagérés, gonflés, outranciers. Premièrement, la France reçoit moins de

migrants que les autres pays européens, pratiquement depuis la grande crise de 2014-2015. Je me base sur le travail sur les chiffres et la démographie de François Héran qui a beaucoup écrit à ce sujet. Deuxième élément, c'est de revenir à l'histoire, à la longue durée, parce que l'histoire de la France s'est faite quand même en grande partie bien sûr avec l'apport des migrants, et cette histoire longue de cette immigration tout au long

du 20<sup>e</sup> siècle et jusqu'au début du 21<sup>e</sup> siècle est complètement occultée, c'était comme si la France s'était construite de manière homogène, sans apports extérieurs, alors que l'on sait que ce n'est pas tout à fait vrai. Et puis troisième élément, bien sûr, c'est qu'il existe quand même dans la société française beaucoup d'associations et d'organisations qui tendent la main aux migrants parce qu'ils savent à quel point la question de la migration est partie prenante de l'histoire intérieure française et européenne.

Donc il y a plusieurs éléments qui permettraient peut-être d'inverser le flux des regards, des stéréotypes qui sont très puissants contre les migrants aujourd'hui en France.

**Parmi les associations qui ont offert par exemple tout un patrimoine immobilier de manière à accueillir des gens à travers le territoire, se trouvent les PEP. Quel rôle peuvent jouer ces associations ?**

**Benjamin Stora :** Les associations font déjà beaucoup de choses, en terme d'accueil, dans la distribution de nourriture, mais fondamentalement, il me semble que les associations, comme je l'avais dit dans mon rapport « Culture et migrants » remis au ministre de la Culture en février 2019, sont surtout utiles sur la question de l'alphabétisation, parce que lorsque quelqu'un arrive en France et qu'il ne connaît pas la langue française, il est installé immédiatement en situation de précarité, j'allais presque dire identitaire dans la mesure où il ne sait pas se retrouver dans le maquis des sigles, des organisations, des papiers à remplir, de l'administration, bref de toutes ces tracasseries bureaucratiques françaises que l'on connaît. Et s'ils ne connaissent pas le français, ils sont totalement perdus.

Or, le gros problème, c'est qu'il y a très peu de moyens qui sont donnés pour la formation en français des migrants. Donc ces associations essaient de suppléer à ce manque de moyens en organisant des cours d'alphabétisation, ce qui n'est pas particulièrement le souhait des autorités françaises.

**Pourquoi ?**

**Benjamin Stora :** En fait, en les installant dans une sorte de précarité linguistique, ils ne sont pas en mesure de remplir l'ensemble des formalités, des documents administratifs, et donc, cette précarité les renvoie à une fragilité, avec le souhait secret, peut-être, de faire en sorte qu'ils quittent le territoire français et qu'ils ne puissent pas s'y installer.

**Qu'ils repartent ?**

**Benjamin Stora :** C'est exactement cela. C'est l'inverse de la position des Allemands, qui ont immédiatement installé à partir



de 2014, un système d'alphabétisation en langue allemande pour les migrants, qui a permis à beaucoup de migrants de pouvoir rentrer dans le salariat, ce qui n'est pas le cas en France, où il faut d'abord avoir des papiers, pour pouvoir ensuite accéder à la langue française. C'est cette dimension que les organisations voudraient inverser, à savoir d'abord apprendre le français pour pouvoir se repérer dans le maquis administratif.

**Est-ce que le modèle allemand fonctionne ? On a énormément parlé de la politique d'Angela Merkel, quelques années plus tard, peut-on commencer à faire le bilan ?**

**Benjamin Stora :** Oui bien sûr, parce qu'il y a déjà plusieurs dizaines, plusieurs centaines de milliers de gens qui sont entrés dans le salariat – vous savez que l'Allemagne est en situation de baisse démographique, ce n'est pas un secret – donc le fait de l'entrée dans le salariat de ces migrants n'a pas du tout accru le taux de chômage en Allemagne, au contraire, cela a permis de stabiliser la machine productive allemande, donc c'est un aspect important.

Maintenant il y a un autre aspect aussi, ce sont ceux qui n'ont pas trouvé de travail et qui ont quitté l'Allemagne, et sont pour certains d'entre eux entrés en France. Il y a des Syriens, des Afghans, etc, qui sont passés par l'Allemagne et que l'on retrouve en France, ou d'autres qui sont partis vers les pays du nord de l'Europe, comme la Suède, la Finlande, le Danemark, etc.

Donc il y a eu à la fois une intégration réussie, mais aussi des échecs dans cette intégration sociale et politique.

**Les Allemands sont-ils toujours sur la même ligne, ou ont-ils évolué depuis ?**

**Benjamin Stora :** Ils ont évolué du fait de l'évolution qui s'est traduite notamment par la montée en puissance de l'AfD (Alternative für Deutschland), qui est un parti issu de la mouvance néo-nazie allemande, et qui a désormais une très grande capacité

politique en Allemagne, puisqu'ils disposent je crois d'une centaine de députés, ce qui est considérable, du jamais vu depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale en Allemagne. Malgré tout ce qui a été fait en travail de mémoire sur la question de la Shoah, du nazisme, etc... Le fait est que depuis maintenant environ deux ou trois ans, l'AFD a repris de la vigueur.

**Vous avez parlé d'alphabétisation, ensuite de l'accès au salariat, au monde du travail, qui sont la base de l'intégration. Avez-vous d'autres pistes, des idées simples, qui aideraient à l'intégration ?**

**Benjamin Stora :** Il y a le problème de l'éducation, de l'instruction, sur l'inversion des stéréotypes de la France sur les migrants, c'est-à-dire la question de l'histoire, de l'instruction, il n'y a toujours pas de cours d'histoire sur l'histoire des migrations en France, cela reste une histoire séparée de l'histoire générale, et il faudrait prendre à bras-le-corps cette question.

**Le sujet de l'immigration est inflammable, avec les débats qui amalgament l'Islam et le terrorisme. Est-ce que d'après vous, en tant qu'expert, vous nous dites que l'intégration fonctionne ?**

**Benjamin Stora :** L'intégration a toujours fonctionné dans l'histoire française de manière conflictuelle. Une histoire harmonieuse : ça n'a jamais existé, il y a toujours eu des conflits, des difficultés, voire même des massacres, des pogroms... Par exemple, avec les Italiens de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle jusqu'à aujourd'hui, il y a toujours eu des relations très complexes, c'est comme ça que fonctionne l'intégration.

**Le modèle parfait de l'intégration n'existe pas, il y a toujours des réactions xénophobes, mais en même temps des traditions d'hospitalité.** C'est dans le balancement entre hostilité et hospitalité que s'inscrit le modèle d'intégration. Le problème est de savoir de quel côté on se situe. Si c'est dans l'hospitalité, ou au contraire dans l'hostilité. Donc c'est dans ce balancement là qu'il faut se situer, sa démarche, sa façon de voir l'histoire, etc. Pour certains ce sera l'hostilité, et donc cela ne pourra jamais marcher, et pour d'autres ce sera l'hospitalité, et de faire en sorte que cette situation puisse déboucher sur des facteurs d'intégration.





# LE BAROMÈTRE PEP DE LA SOCIÉTÉ INCLUSIVE

6<sup>E</sup> ÉDITION 2020

## Lutte contre les inégalités, accès aux soins, logement, solidarité... quelles sont les préoccupations majeures des Français sur votre territoire ?

Pour la sixième année consécutive, la Fédération Générale des PEP publiera en février 2020, en partenariat avec l'institut Kantar Public, le Baromètre de la Société Inclusive.

L'enjeu est de **pointer quelles sont les principales préoccupations des Français quant aux inégalités perçues et de mesurer l'appropriation du concept de société inclusive.** Ces données sont destinées à être débattues avec le plus grand nombre de citoyens et doivent, en ce sens, interpeller les acteurs politiques, notamment quant à l'évaluation de leurs actions.

Cette grande enquête annuelle, **réalisée à l'échelle nationale, régionale et locale**, paraîtra à la veille des élections municipales de 2020. Ses résultats offriront à notre mouvement de précieux éléments de réflexions pour **questionner nos pratiques et interroger les politiques publiques** auxquelles nous participons en mettant en œuvre notre 5<sup>e</sup> Projet fédéral « **Agir pour une société Solidaire et Inclusive** ».

Les données du Baromètre PEP de la Société Inclusive encouragent les PEP à renforcer leurs actions au quotidien et co-construire, avec les citoyens et les décideurs politiques, une société solidaire et inclusive et concrétiser un rêve de société mobilisatrice d'énergies et d'engagements.



**SOLIDARITÉ** / **ÉGALITÉ** / **CITOYENNETÉ** / **LAÏCITÉ**

Consultez le baromètre de la société inclusive 2019 et demandez un accompagnement personnalisé pour l'édition 2020 :

[www.lespep.org/barometre2019](http://www.lespep.org/barometre2019)

Les  
pep  
La solidarité en action